ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 23 NOVEMBRE 1958

2[E] CIRCONSCRIPTION DU FINISTÈRE

# LE PARTI SOCIALISTE

## à l'avant-garde de la Ve République

Les élections du 23 Novembre seront capitales pour l'orientation de la Ve République.

Devant les premières manifestations d'une crise économique dont les conséquences risquent de peser lourdement sur les classes laborieuses, devant la gravité de la situation financière de notre pays, le Parti Socialiste vous présente le programme que ses élus defendront au Parlement.

### I. IL FAUT FAIRE LA PAIX EN ALGERIE.

Le douloureux conflit algérien ruine nos finances et sacrifie notre jeunesse. Il constitue un danger permanent pour la démocratie française. Seule, une solution politique peut mettre fin à ce drame.

**Le Parti Socialiste soutiendra tous les efforts accomplis en vue d'aboutir à une solution libérale du problème algérien**, dans le cadre d'une communauté fraternelle enfin instaurée.

### II. NOTRE AGRICULTURE A BESOIN DE REFORMES PROFONDES.

Les Gouvernements réactionnaires n'ont pas cessé de porter atteinte au **STATUT DU FERMAGE**, œuvre de notre camarade **Tanguy Prigent**, et ont laissé se détériorer peu à peu le niveau de vie rural.

A la veille de l'entrée en vigueur du Marché commun, notre agriculture ne peut que difficilement soutenir la concurrence de pays mieux équipés que le nôtre. Un immense effort de **MODERNISATION DE NOTRE AGRICULTURE** est nécessaire dans le domaine :

— de l'enseignement agricole ;
— des prêts d'investissement et des prêts sociaux ;
— de l'équipement collectif des campagnes ;
— de l'organiation des marchés ;
— de la protection de l'exploitation familiale.

Une productivité accrue, l'orientation de l'agriculture vers les débouchés du Marché commun devraient alors assurer aux producteurs l'écoulement de leurs marchandises à des prix suffisamment rémunérateurs.

Le paysan doit être traité à égalité avec les autres travailleurs. Tanguy Prigent, au nom du Parti Socialiste, a déposé une proposition de loi **ETENDANT LA SECURITE SOCIALE TOTALE A L'AGRICULTURE** et aux artisans ruraux : **notre Parti s'emploiera à faire aboutir cette réforme essentielle pour la paysannerie française. Elle intéresse également les commerçants.**

**LA LOI-CADRE DE L'AGRICULTURE**, initiative socialiste, dont les partis réactionnaires ont, jusqu'ici, empêché le vote, peut promouvoir une véritable expansion de l'agriculture.

Face aux fluctuations économiques et aux calamités atmosphériques, nous réclamons la garantie d'un **REVENU MINIMUM ANNUEL** (Fonds national de Péréquation — Projet Tanguy-Prigent et Kléber Loustau).

### III. LA DEFENSE DES TRAVAILLEURS DE TOUTES CONDITIONS.

La crise économique qui s'annonce, déjà sensible dans le bâtiment et dans certains commerces, rend plus urgente la remise en ordre de notre économie, et nécessite des mesures de protection en faveur de toutes les catégories de travailleurs.

**Pour le commerçant et l'artisan :** une véritable **REFORME FISCALE** qui supprime les injustices et la complexité de la fiscalité actuelle en établissant **l'impôt unique à la production** (sous forme, par exemple, d'impôt sur l'énergie).

**Pour l'ouvrier : UNE POLITIQUE D'EXPANSION ECONOMIQUE ET DE PLEIN EMPLOI**, telle que l'a toujours recommandée le Parti Socialiste, par une organisation méthodique de l'économie nationale. Dans l'immédiat, le Parti Socialiste s'emploiera à obtenir **la suppression des abattements de zone et le vote du projet de loi Gazier** (remboursement des frais à 80 % par la Sécurité Sociale).

**Pour le pêcheur :** Garantie d'un revenu minimum annuel ; Equipement individuel et collectif ; Prêts techniques et sociaux ; Elévation des « bases » de calcul des retraites, des pensions, des pensions de veuves et des orphelins.

**Pour le fonctionnaire :** un niveau de vie décent, en fonction des responsabilités qui lui incombent dans la Nation, et adapté au coût actuel de la vie.

### IV. IL FAUT SONGER A NOS JEUNES.

Dans le monde moderne, dominé par la science, on a surtout besoin d'un personnel humain hautement qualifié. Il faut donner à l'**EDUCATION NATIONALE** les moyens nécessaires à la formation intellectuelle et technique de la jeunesse : les jeunes doivent pouvoir pousuivre leurs études aussi loin que leurs aptitudes le permettent.

### V. IL FAUT AUSSI SONGER A NOS VIEUX,

et assurer leur indépendance et leur dignité par des retraites décentes et équitables.

### VI. UNE JUSTE REPARTITION DU REVENU NATIONAL

Ce qui suppose :

— La sécurité du travail par l'institution du salaire annuel garanti.
— La sécurité de la vieillesse par l'amélioration de la retraite des vieux.
— Le maintien de la valeur de la monnaie par la lutte contre toute nouvelle dévaluation dont souffriraient surtout les classes laborieuses.
— La suppression des privilèges scandaleux dont bénéficient les féodalités économiques de notre pays.

**LE PARTI SOCIALISTE EST LE GRAND PARTI DEMOCRATIQUE FRANÇAIS.** Il n'est pas une formation de circonstance, destinée à faire élire des politiciens changeant d'étiquette selon les événements.

Il reste le Parti Socialiste S.F.I.O. au service du monde du travail et animé d'un idéal humain. Il donne au pays les hommes courageux et lucides qui n'hésitent jamais, en toutes circonstances, à prendre leurs responsabilités.

Soyez fidèles à votre tradition républicaine.

Manifestez, par un acte de confiance, votre espoir en une société nouvelle.

**Portez le Parti de la Paix, de la Liberté et du Progrès à l'avant-garde de la Ve République !**

LA FEDERATION SOCIALISTE S.F.I.O. DU FINISTERE

**Votez Socialiste !**

# Mes Chers Concitoyens,

Mal remise des suites de la dernière guerre, fatiguée par les efforts qu'elle a dû faire pour relever ses ruines et retrouver une place honorable dans le monde, la France vient, par surcroît, de traverser une grave crise de régime.

La Quatrième République, impuissante à résoudre le drame algérien, ébranlée par une turbulente minorité de factieux, mais encore plus, discréditée par ses hésitations et ses faiblesses, s'est effondrée.

Nous avons pu, à certaines heures, craindre le pire, et penser qu'avec elle allaient disparaître les institutions républicaines et l'idéal démocratique.

Cette crise politique est terminée ; nous avons une nouvelle Constitution. Librement choisie par la majorité des citoyens, cette Constitution est la loi de tous, à laquelle tous doivent se conformer.

Le Général de Gaulle, chef de l'actuel gouvernement, a su prendre les décisions qui s'imposaient. Il s'est engagé dans la voie, difficile sans doute, mais seule praticable, de la négociation, de la paix, de la justice en Algérie. Il a su, récemment, mais avec fermeté, décourager les ennemis de la République, et tous ceux qui s'imaginaient pouvoir exploiter indûment son prestige et son nom. Ainsi a-t-il justifié la confiance des uns, et apaisé les craintes légitimes des autres.

La République continue. Mais les temps difficiles continuent aussi. Les réformes politiques ne suffisent pas. Elles risquent au contraire de dégénérer, si elles ne sont pas suivies de grandes transformations financières, économiques et sociales.

L'autorité de l'Etat devra s'affirmer en triomphant de la routine et de la confusion anarchique des intérêts particuliers. La France a un grand passé ; mais elle n'aura d'avenir que si tout est mis en œuvre pour exploiter les ressources matérielles et humaines de l'ensemble de son territoire.

L'idée de profit doit céder le pas à celle d'investissement productif ; l'idée de rentabilité doit s'effacer devant celle d'équipement régional et national.

Sinon, le Marché Commun européen sera un leurre ; le développement des territoires d'outre-mer, une dangereuse utopie. Sinon notre Jeunesse, déjà arrêtée dans son élan par le manque effrayant de moyens et d'organisation de notre enseignement, ne trouvera plus de débouchés. Sinon, enfin, nos Vieux, avec des retraites insuffisantes, verront leur vie s'achever dans la tristesse et la misère.

Depuis plusieurs années, comme Conseiller municipal de la ville de Brest, puis comme Conseiller général du 1er canton, je n'ai pas cessé, dans maintes circonstances, de tenir ce langage. Il n'est certes pas celui des vaines promesses, ni de la facilité. Je n'ai pas cessé de dénoncer l'inertie et le faux optimisme de tous ceux pour qui les choses finissent par s'arranger toute seule. Insistant sur la nécessité d'un développement industriel et portuaire de Brest, y demandant la création d'un Centre Universitaire, protestant, trop souvent, hélas ! mais en ferme défenseur de l'enseignement public, de ses intérêts et de son idéal, contre les lenteurs inadmissibles de la reconstruction scolaire, assidu à toutes les séances des commissions municipales et départementales, je crois pouvoir dire que j'ai sérieusement fait l'apprentissage, plus difficile qu'on imagine, des affaires publiques, et que mon unique souci a été celui de l'avenir de notre cité.

Cet avenir est loin d'être assuré. Les indices de récession et de ralentissement des travaux et des affaires se sont multipliés ces derniers jours. Le chômage menace plusieurs catégories de travailleurs brestois.

Disons-le franchement : les pouvoirs publics et les administrations compétentes n'ont jamais accordé à l'équipement industriel de notre département, et, plus spécialement, de notre ville de Brest et de ses alentours, la priorité d'urgence qui leur est nécessaire. Nous non plus, nous ne sommes pas des « Français à part entière » ; nous non plus, nous ne savons pas nous faire entendre.

Vous rappellerai-je que je suis socialiste ? Vous pouvez peut-être reprocher beaucoup de choses au « régime des partis ». Vous ne pouvez nier, pourtant, que le Parti S.F.I.O. est resté fidèle à lui-même. Dans les circonstances les plus difficiles, et quand d'autres se dérobaient ou se livraient aux pires surenchères, mon parti n'a jamais refusé de prendre ses responsabilités.

Ce faisant, il n'a jamais oublié sa vocation, qui est de défendre, sans démagogie et sans haine, les classes laborieuses de notre pays. Pour nous, elles auront toujours priorité. Rien ne peut se faire sans elles ; rien ne doit se faire contre elles. Voilà ce que le Socialisme m'a appris, avec le respect de toutes les croyances, l'amour de la patrie, de la justice et de la paix. Je ne pourrai jamais l'oublier, et c'est comme candidat du Parti Socialiste S.F.I.O. que je me présente à vos suffrages.

Tels sont, mes chers concitoyens, mes sentiments. Il vous appartient de les apprécier. Mais je vous fais confiance, comme, récemment, vous m'avez fait confiance, et comme, encore plus, je fais confiance, malgré tout, contre vents et marées, au destin de notre ville, de sa banlieue rurale, et de notre département.

**Robert GRAVOT**

Professeur agrégé de Philosophie
Conseiller Municipal de Brest
Conseiller Général du Finistère

**Candidat du PARTI SOCIALISTE S. F. I. O.**
dans la 1re Circonscription de Brest

Vu : Le Candidat.

I.C.A. 17 RUE JEAN-JAURÈS - BREST